

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 35

2008

DOI: 10.11588/fr.2008.0.44943

Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

STÉPHANIE BURGAUD

LA CONVENTION ALVENSLEBEN VUE DE LA NÉVA

Nouveau regard sur la politique russe

La convention Alvensleben, du nom du général Gustav von Alvensleben, envoyé spécial prussien auprès du tsar Alexandre en février 1863, est un accord militaire, dont l'essence, affirmer une solidarité entre Berlin et Pétersbourg face à l'insurrection qui embrase la Pologne russe, est sans commune mesure avec la place qu'elle occupe dans l'historiographie. Son artisan, le ministre des Affaires étrangères et ministre-président de Prusse, Otto von Bismarck (1815–1898) en est le principal responsable. Dans ses mémoires, «Pensées et Souvenirs», il lui attribue une place de choix dans sa politique d'unification allemande, celle du coup fondateur de l'amitié prusso-russe et de la «neutralité bienveillante» russe pour la décennie à venir¹. Par une habile construction, en dix pages à peine², il fait la démonstration suivante:

L'alliance russe est la seule possible sur l'échiquier européen qui permettrait son entreprise d'unification; il faut trouver un moyen de se rapprocher de la Néva. L'insurrection polonaise tombe à point nommé en janvier 1863. Elle doit d'autant plus en fournir l'occasion cherchée qu'elle représente un danger pour la Prusse. Si le tsar Alexandre cédait aux vellétés libérales du groupe de pression polonophile et francophile à la cour, s'il décidait de se défaire du royaume, celui des Hohenzollern aurait à ses frontières un État indépendant, lorgnant sur une partie de la Prusse historique, un camp militaire français, un foyer d'agitation révolutionnaire! Il ne saurait en être question. L'idée aurait alors germé de faire d'une pierre deux coups en arrimant le pouvoir du loyal et sentimental neveu du roi Guillaume I^{er} au navire prussien. Et l'auteur de conclure à la réussite, diplomatique, de son entreprise. Attaquée par la France et la Grande-Bretagne, lâchée par l'Autriche, la Russie tsariste n'aurait, en substance, trouvé de soutien que dans sa petite voisine.

Ainsi naquit la légende du «coup heureux»³, répandue par l'historiographie «inspirée» allemande, contemporaine des faits ou datant de l'entre-deux-guerres: pour Heinrich von Sybel⁴ ou Gerhard Heinze⁵, les vellétés d'abandon de la Pologne par le

- 1 La déconstruction de ce mythe a fait l'objet de notre thèse de doctorat: Stéphanie BURGAUD, *Le rôle de la politique russe de Bismarck dans la voie prussienne vers l'unité allemande 1863–1871. Die getäuschte Clio?*, Paris 2007, 2 vol. [NdA: l'usage de l'italique dans le texte ainsi que dans les notes indique que la citation originale est en français et non une traduction de l'allemand ou du russe.]
- 2 Otto VON BISMARCK, *Pensées et Souvenirs* (traduction d'Émile Jaeglé), vol.1, Paris 1899, p. 383–393.
- 3 *Ibid.*, p. 393.
- 4 Heinrich VON SYBEL, *Die Begründung des Deutschen Reiches durch Wilhelm I.*, vol. 2, Munich 1889, p. 453–519.
- 5 Gerhard HEINZE, *Bismarck und Rußland bis zur Reichsgründung*, Würzburg-Aumühle 1939, p. 27–51.

tsar, mal conseillé par les libéraux Gortchakov⁶ et Constantin⁷, forcent en effet la Prusse à agir. Elle envoie alors un militaire, Alvensleben, pour s'entretenir directement avec Alexandre sur les mesures communes à prendre. L'émissaire prussien signe le texte, proposé par Gortchakov, qui, en dépit des efforts de ce dernier pour discréditer Bismarck, est un succès patent. Pétersbourg, sous le feu de l'intervention occidentale, ne voit que la Prusse lui témoigner fidélité. De là date donc la fin de la politique de rapprochement avec la France, menée par le vice-chancelier depuis 1856, et le début d'une solide amitié prusso-russe.

Dès l'entre-deux-guerres, une historiographie très majoritairement non allemande a développé une sévère critique de cette vulgate. Selon elle, Bismarck est à l'origine de la démarche. Il souhaite faire pression sur la Russie et écarter la menace de l'entente franco-russe. C'est donc lui qui dévoile la convention, puis mis en difficulté, il essaie par de grossières manœuvres d'en réduire la portée, de la supprimer et d'en accuser ensuite Gortchakov. L'action se solde par un fiasco retentissant: le pays est sous le feu des puissances; il a attisé la méfiance russe. L'américain Robert Lord⁸ est le premier à avoir confronté la rhétorique bismarckienne aux faits, étayés par certaines archives russes auxquelles il a eu accès.

À sa suite, aucun historien ne remettra fondamentalement en cause la chronologie des faits et des responsabilités établie pour février-mars 1863. Mais l'étude de Lord se cantonne trop exclusivement dans une critique de l'action elle-même qui ne lui permet pas d'envisager sereinement les motifs de Bismarck ou ceux du pouvoir russe. Si Erich Eyck⁹, par exemple, conclut à l'illusion rétrospective de l'analyse qui aurait saisi les historiens, comme si »ses [ceux de Bismarck] triomphes géniaux et grandioses semblaient apposer à chacune de ses actions le sceau de la maîtrise«¹⁰, la question des mobiles reste entière. Quant à l'action russe, elle n'est guère analysée, y compris dans l'œuvre de Werner Mosse¹¹, faute de pouvoir se rendre dans les archives.

L'historiographie allemande postérieure souffre de deux maux. D'abord on a souvent le sentiment qu'elle cherche, inconsciemment ou non, à préserver une part du génie bismarckien. Ainsi, à la suite d'Hellmuth Scheidt¹², se développe la théorie que d'un échec immédiat, le ministre prussien sait faire une réussite à moyen et long terme. Egmont Zechlin¹³ propose la synthèse suivante: lorsque la Russie est attaquée de toutes parts en avril-août 1863, la Prusse la défend, ce dont le sentimental Alexandre lui sait gré. Les orientations pro-françaises de la politique tsariste sont brisées et

6 Alexandre M. Gortchakov (Gorčakov) (1798–1883) est ministre des Affaires étrangères tsaristes depuis 1856 et vice-chancelier à partir d'avril 1862.

7 Constantin Nikolaevič Romanov (1827–1892), grand-duc de Russie, frère du tsar Alexandre II, gouverneur de Pologne (1862–1863).

8 Robert Howard LORD, *Bismarck and Russia in 1863*, dans: *American Historical Review* 29/1 (1923), p. 24–48.

9 Erich EYCK, *Bismarck*, vol. 1, Erlenbach-Zürich 1944, p. 466–477.

10 Ibid., p. 477.

11 Werner Eugen MOSSE, *The European Powers and the German question, 1848–1871*, Cambridge 1958.

12 Hellmuth SCHEIDT, *Konvention Alvensleben und Interventionspolitik der Mächte in der politischen Frage 1863*, Würzburg-Aumühle 1937.

13 Egmont ZEHLIN, *Die Reichsgründung*, Francfort/M. 1967, p. 98–102.

Bismarck s'attire reconnaissance et bienveillance pour les années à venir. On prend désormais en compte les études critiques mais on »sauve« en quelque sorte la géostratégie bismarckienne en inscrivant l'épisode de la convention dans un cadre plus large, celui du retournement de l'année 1863, d'abord, puis des dix ans de l'unification, ensuite.

Andreas Hillgruber¹⁴ résume ainsi la ligne de pensée de ses collègues: »Une controverse historique¹⁵ s'est nouée autour de la convention Alvensleben; il s'agit de savoir si cette convention représentait vraiment un succès pour Bismarck ou si sa signature n'a pas, justement, eu surtout des conséquences très dangereuses en politique internationale pour Bismarck. La réponse varie suivant que l'on considère la convention au sens strict, c'est-à-dire l'histoire de l'accord lui-même, rapidement supprimé, ou que l'on a en vue l'effet final, la nouvelle fondation réussie des relations prusso-russes«¹⁶.

Cette assertion inspire deux remarques. D'abord, elle ne repose aucunement sur une relecture globale des relations prusso-russes, qui devrait se fonder sur une connaissance de la politique tsariste et de ses sources. Par ailleurs, les historiens peinent manifestement à sortir cet épisode¹⁷ du schéma logique dans lequel Bismarck lui-même l'a enfermé. Et il n'y a guère que Christian Friese¹⁸ qui se soit plaint que la base très mince des archives russes publiées (par des Allemands, de surcroît ...) ne peut donner une juste vision des véritables intentions de Gortchakov et du tsar. Seul Hans-Werner Rautenberg¹⁹ s'est appuyé sur les parutions de sources sur la question polonaise. La publication d'Irena Koberdowa, sur la mandature de Constantin²⁰ donne en effet accès à une partie de la correspondance, diplomatique comme privée, du vice-chancelier russe sur ce sujet. Elle peut être complétée par le volume 9-3 de la collection de sources publiée par les historiens polonais à l'occasion du centenaire de l'insurrection²¹. Mais cet ouvrage ne saurait, pas plus que le précédent, dispenser

14 Andreas HILLGRUBER, *Bismarcks Außenpolitik*, Fribourg 1972, p. 46-56.

15 Elle a atteint une telle acuité que deux historiens en ont fait récemment un événement emblématique des enjeux de la discipline dans un manuel à l'usage des enseignants allemands, très bien documenté: Karl-Ernst JEISMANN, Lech TRZECIAKOWSKI, *Polen im europäischen Mächtesystem des 19. Jahrhunderts. Die »Konvention Alvensleben«*, Francfort/M. 1994 (Studien zur internationalen Schulbuchforschung Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts).

16 HILLGRUBER, *Bismarcks Außenpolitik* (voir n. 14), p. 49.

17 L'historiographie soviétique se limite à deux ou trois titres sans grande valeur scientifique. La littérature polonaise est très riche mais francophile, dans la grande tradition de l'émigration, ou très polonocentrée pour celle sous obédience soviétique.

18 Christian FRIESE, *Rußland und Preußen vom Krimkrieg bis zum Polnischen Aufstand*, Berlin 1931, p. 308.

19 Il y a peu de monographies occidentales consacrées à l'insurrection. Depuis celle de l'historien britannique Robert Leslie, c'est Hans-Werner Rautenberg qui fournit la synthèse la plus récente et la mieux documentée, à partir des archives de Berlin mais surtout des autres États allemands. Robert Frank LESLIE, *Reform and Insurrection in Russian Poland 1856-1865*, London 1963 (Historical Studies, 13); Hans-Werner RAUTENBERG, *Der polnische Aufstand von 1863 und die europäische Politik. Im Spiegel der deutschen Diplomatie und der öffentlichen Meinung*, Wiesbaden 1979 (Quellen und Studien zur Geschichte des östlichen Europa, X).

20 Irena KOBERDOWA, *Wielki Książę Konstanty w Warszawie 1862-1863* (Le grand-duc Constantin à Varsovie 1862-1863), Varsovie 1962.

21 *Powstanie styczniowe: materiały i dokumenty* (L'insurrection de Pologne: matériaux et documents), publ. par la Polska Akademia Nauk, Instytut historii, Wrocław 1963-1974, vol. 1-9-3. Le volume 9-3 s'intitule: *Korespondencja namiestników Królestwa polskiego, styczeń-sierpień*

d'une étude approfondie du fonds consacré à Gortchakov que nous avons retrouvé²² dans les archives moscovites²³.

C'est donc ce point de vue russe que nous souhaitons analyser ici. Nous l'illustrerons autour de quatre questions: l'action bismarckienne a-t-elle contrecarré des velléités russes d'abandon de la Pologne? La signature de la convention est-elle un désaveu de la politique de Gortchakov par le tsar? Comment la Néva juge-t-elle la diplomatie berlinoise début mars, lorsque les deux pays estiment préférable d'enterrer l'affaire? L'offensive diplomatique dont elle fait l'objet au printemps et à l'été est-elle l'occasion de redéfinir sa politique?

1. La politique russe en Pologne: faire »un diable beaucoup plus noir qu'il ne l'est²⁴«?

L'historiographie dominante ne se contente pas de souligner le danger d'une Pologne indépendante; elle affirme que c'est à ce terme que doit mener le nouveau programme tsariste. Rappelons que le congrès de Vienne, dans le souci affiché d'apporter une paix durable à l'Europe, a tranché l'épineux problème polonais en procédant à un nouveau partage, sous le sceau de la Sainte Alliance des trois puissances conservatrices. À la Prusse et l'Autriche échoient respectivement le grand-duché de Posen (ou Posnanie) et la Galicie²⁵. Quant à l'ancien duché de Varsovie, il est érigé en »Pologne du Congrès«, royaume placé sous la domination russe. Mais la charte constitutionnelle et les droits accordés le 27 novembre 1815 par Alexandre I^{er}, en conformité avec les traités de Vienne, ne survivent pas à l'échec du mouvement révolutionnaire des années 1830–1831²⁶. Ce dernier se solde par l'occupation du royaume par l'armée de Nicolas I^{er} en février 1831 puis par la suspension de la constitution en 1832.

1863 r. (Correspondance du gouverneur du Royaume de Pologne janvier-juillet 1863), Wrocław 1974.

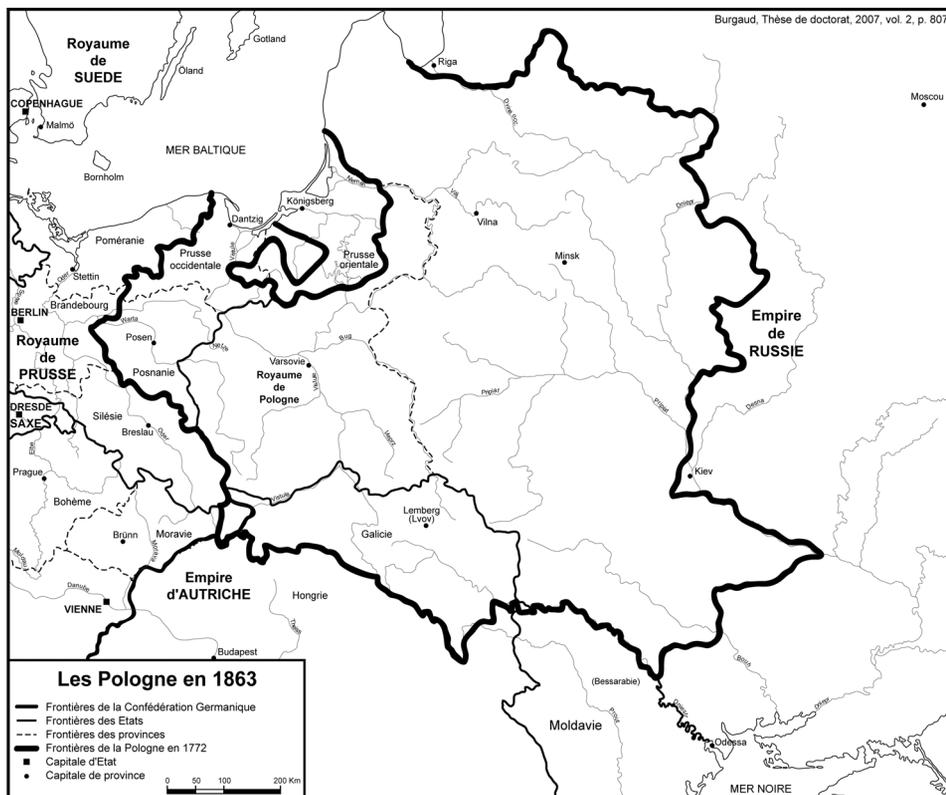
22 Cité dans les ouvrages soviétiques des années 1950–1960 sous la dénomination TsGADA, r. XXX, d. 9 [pour *Tsentral'nyj Gosudarstvennyj Arkhiv Drevnikh Aktov* (Archives centrales d'État des actes anciens), *razryad* (catégorie) XXX, *doklad* (dossier) 9] il avait ensuite curieusement disparu de l'historiographie. Lors de notre premier séjour à Moscou, nous n'avons pu qu'en constater l'absence au TsGADA, rebaptisé depuis RGADA. Nos recherches ont ensuite permis de le localiser au GARF (*Gosudarstvennyj Arkhiv Rossijskoj Federacii* (Archives d'État de la Fédération de Russie), où il s'était retrouvé en 1964, à l'insu, semble-t-il, de ses propres directeurs. Voir BURGAUD, *Plädoyer für eine Reise nach Moskau. Eine neue Deutung der Bismarck-schen Rußlandpolitik (1863–1871)*, dans: *Forschungen zur Brandenburgischen und Preußischen Geschichte. Neue Folge* 18/1 (2008), p. 97–116.

23 GARF, *fond* 828 (Gortchakov), *edinstvo khraneniia* (unité de dépôt) 1409 (lettres de Gortchakov (15) 27/11/1854–(20/11) 1/12/1855) à unité 1468 (lettres de Gortchakov (16) 28/01/1880–(21/02) 5/03/1880). Ce dépouillement est complété par l'étude de la correspondance entre le ministère et les ambassades à l'AVPRI (*Arkhiv Vnešnej Politiki Rossijskoj Imperii* (Archives de la Politique Extérieure de l'Empire Russe). [NdA: on a choisi ici de placer systématiquement la date du calendrier russe julien entre parenthèses pour ne pas induire de confusion avec la date correspondante de notre calendrier grégorien.]

24 Voir note 46.

25 Cf. carte ci-contre: Les Pologne en 1863.

26 Voir l'ouvrage récent d'Arnold GILL, *Freiheitskämpfe der Polen im 19. Jahrhundert. Erhebungen-Aufstände-Revolutionen*, Francfort/M. 1997.



C'est avec cette politique d'airain qu'entend rompre Alexandre II, son fils, mû par l'urgence des réformes intérieures et la nécessité d'une politique de rapprochement avec la France, engagée aux lendemains de la Guerre de Crimée. C'est d'abord le conciliant Mikhaïl Gortchakov²⁷ puis le polonais Alexandre Wielopolski²⁸, aux côtés du grand-duc Constantin, qui incarnent cette ouverture.

Mais, en 1862, l'opposition des Rouges comme des Blancs en exil, faible et divisée, n'a pas disparu; c'est pour la briser définitivement que Wielopolski entend utiliser la *branka*, le recrutement militaire (le premier pour l'armée russe depuis la guerre de Crimée). Par ce moyen, il souhaite se débarrasser d'une partie de la jeunesse d'opposition. En réponse, dans la confusion la plus totale, le KCN (Komitet Centralny Narodowy/Comité central national) décide d'en appeler à l'insurrection en cas d'enrôlement forcé.

27 Le général Mikhaïl D. Gortchakov (1793–1861), cousin du ministre, est gouverneur de Pologne de 1856 à 1861.

28 Alexandre Wielopolski (1803–1877) est un politicien conservateur, favorable à une politique d'entente avec la Russie, chef de l'administration civile polonaise de 1861 puis aux côtés de Constantin de juin 1862 à 1863.

Dans la nuit du 14 au 15 janvier 1863, le recrutement semble d'abord se dérouler normalement à Varsovie, non sans toute la brutalité connexe coutumière. Il faut attendre les 22 et 23 janvier pour que, répondant au comité qui appelle «la nation» (en l'espèce les étudiants réfugiés dans les bois pour échapper à la conscription) au soulèvement, des détachements d'insurgés attaquent les casernes. Dès le déclenchement de cette action, c'est l'inadéquation radicale entre la réalité du phénomène et les réactions du régime tsariste qu'il faut souligner et cela n'est pas sans conséquence sur la fortune de l'insurrection et le sens de la convention Alvensleben.

Malgré l'échec patent des révolutionnaires mal armés et mal commandés, les dirigeants à Pétersbourg et Varsovie sont plongés dans la consternation et l'embarras²⁹. Alexandre II doute surtout des capacités de son frère, malgré les assurances de ce dernier³⁰, à maîtriser une situation dangereuse et condamne le manque de clairvoyance dont les autorités de Varsovie ont fait preuve. À la cour, des voix s'élèvent déjà pour demander la fin de la politique d'ouverture de Gortchakov³¹.

Il n'en est, pour l'heure, nulle question et le ministre fait savoir par ses organes de Saint-Pétersbourg et Bruxelles³² que le cours entamé en 1861 sera poursuivi, une fois le calme revenu dans le royaume. De son côté, Varsovie essaie de minimiser l'insurrection et d'en faire porter la responsabilité sur Wielopolski qui aurait décidé la conscription contre l'avis du grand-duc et du tsar³³. Quoiqu'il en soit, chez tous les observateurs extérieurs³⁴, on doute que les révolutionnaires soient capables de supporter les rigueurs d'une véritable guerre, hivernale de surcroît.

C'est alors que la tactique du général Ramsay, commandant suprême des troupes russes en Pologne, se révèle désastreuse. Sans disputer ici des responsabilités de cette erreur stratégique³⁵, notons simplement qu'imaginant l'insurrection beaucoup plus massive qu'elle ne l'est³⁶, il choisit de concentrer ses forces sur quelques points fort-

29 L'ambassadeur prussien, Redern, mande ainsi à son ministre: «Les événements ont produit ici très grande sensation et afflications» précisant même que le tsar, qui a appris les événements lors d'une parade militaire, en a fait part aux officiers, en appelant à leur loyauté. C'est un signe indéniable en effet que l'affaire est considérée comme sérieuse. Redern à Bismarck, 27/01/63, Erich BRANDENBURG, Otto HOETZSCH, Hermann ONCKEN et al. (dir.), *Die auswärtige Politik Preußens, 1858–1871. Diplomatische Aktenstücke*, vol. III, Oldenburg 1932, n° 143.

30 Constantin lui affirme que Wielopolski et lui «ne manquent pas de l'énergie nécessaire», lettre de Constantin au tsar, (12) 24/01/63, GARF, fds 678 (Alexandre II), *opis* (registre) 1, *doklad* (dossier) 773 (lettres de Constantin au tsar), n° 381 (copie).

31 Ces cercles verraient dans ces événements tragiques «le bienfait de changer enfin le système de modération observé par le gouvernement russe jusqu'à présent et si inutilement envers les Polonais», Perglas (ambassadeur à Pétersbourg) au roi Maximilien II de Bavière, (14) 26/01/63 cité d'après RAUTENBERG, *Der polnische Aufstand von 1863* (voir n. 19), p. 61, note 42.

32 Il s'agit respectivement du «Journal de Saint-Pétersbourg» et du journal «Le Nord».

33 Cf. le récit de Perglas au roi Maximilien II, (14) 26/01/63, cité d'après RAUTENBERG, *Der polnische Aufstand von 1863* (voir n. 19), p. 61, note 47.

34 Valbezen (consul-général français à Varsovie) à Drouyn de Lhuys (ministre français des Affaires étrangères), 26/01/1863 cité d'après Irena KOBERDOWA (dir.), *Raporty polityczne konsulów generalnych Francji w Warszawie 1860–1864* (Dépêches politiques des consuls généraux de France à Varsovie 1860–1864), Wrocław 1965, doc n° 189, p. 326.

35 BURGAUD, *Le rôle de la politique russe* (voir n. 1), vol. 1, p. 62–63.

36 Selon les estimations les plus probables, il n'y a pas, dans la nuit du 22 au 23 janvier, plus de 6000 assaillants contre 100000 hommes des troupes régulières auxquels il faut encore ajouter les positions de Varsovie, Modlin et Ivangorod, la police des frontières et la police classique.

ifiés et sur les lignes de ravitaillement. L'armée russe évacue des zones entières du plat pays que les insurgés s'empresstent de déclarer »zones libérées« et dont ils investissent les bois. Ils s'y regroupent ensuite et s'en servent comme base arrière pour de nouvelles actions de guérilla.

En surestimant le potentiel adverse, les Russes donnent le sentiment qu'ils sont sur la défensive alors que leurs opposants n'occuperont jamais de positions d'importance pendant toute la durée du mouvement. Or la situation reste très difficile à évaluer à l'étranger car les insurgés ont coupé les communications télégraphiques vers l'extérieur. Les diplomates de Berlin et Vienne sont notamment dans le flou.

Le 1^{er} février, le ministre prussien de la Guerre, Albrecht von Roon, ordonne alors de placer en alerte et sous commandement unique les quatre corps d'armée des provinces orientales. Le 28 janvier, il a proposé au roi d'envoyer un officier pour évaluer les mesures de sécurisation de la frontière et connaître avec précision les intentions de Varsovie »car le gouvernement impérial russe ne communique rien de cet ordre«³⁷. Effectivement Gortchakov refuse obstinément toute discussion à ce sujet avec Redern qui, amer, notera: »le Prince Gortchakov partage avec l'ambassadeur français ici tous les rapports et les nouvelles qui lui parviennent de Pologne alors qu'il se montre très distant avec moi dès lors que je prononce le mot Pologne«³⁸.

Or ce même 28 janvier, l'attaché militaire prussien, Tettau, a communiqué au roi Guillaume ses doutes sur la solidité de l'administration grand-ducale. Le lendemain, l'audience du nouvel ambassadeur russe, Oubril, fournit l'occasion d'évoquer les conventions de Cartel qui existent depuis 1857 entre la Prusse et la Russie et permettent déjà à chacun des deux États de poursuivre, sur son propre sol, les criminels en fuite et les déserteurs de l'autre partie pour les lui remettre ensuite. Le 30, le tsar accepte l'envoi à Varsovie de l'aide de camp général d'Alvensleben »pour collecter des informations pour des mesures communes.«³⁹

Ce sont donc la stratégie militaire russe, les nouvelles contradictoires et peu fiables en provenance de la frontière commune et l'attitude des autorités de Varsovie qui concourent à susciter la mission Alvensleben. Car la peur d'une contagion révolutionnaire, le refus absolu d'une Pologne indépendante, incompatible avec la raison d'État prussienne, forment bien le premier mobile de l'action bismarckienne⁴⁰. Mais rien ne justifie l'assertion d'Heinrich von Sybel:

»Il est difficile de déterminer quel aurait été le pire danger pour la Prusse, la victoire peu vraisemblable de l'insurrection rouge [...] ou l'érection d'une Pologne indépendante sous protection russe et française d'après les plans de Wielopolski, Gortchakov et Constantin«⁴¹.

37 BRANDENBURG (dir.), *Die auswärtige Politik Preußens* (voir n. 29), vol. III, n° 144: »da von der Kaiserlich Russischen Regierung solche nicht mitgeteilt werden« in: *Zusammenfassung* ad 28–30/01/63.

38 »Dem hiesigen französischen Botschafter teilt der Fürst Gortschakov sämtliche ihm aus Polen zugehenden Berichte und Meldungen mit, während er mir gegenüber die größte Zurückhaltung beobachtet, sowie ich das Wort Polen ausspreche«, Redern à Bismarck, 3/02/63, *ibid.*, n° 159.

39 Bismarck à Redern, 29/01/63, *ibid.*, n° 150.

40 Comme notre thèse l'a démontré cf. BURGAUD, *Le rôle de la politique russe* (voir n. 1), p. 84–97.

41 »Es möchte schwer zu entscheiden sein, welche Gefahr für Preußen die schlimmere gewesen

Elle repose à l'évidence sur l'analyse que Bismarck a fait de cette politique pendant son ambassade⁴², naturellement guidée par sa crainte d'une Pologne souveraine. Ensuite, elle s'est nourrie des justifications que le ministre prussien apporte *a posteriori* à la signature de la convention. Ainsi le 7 mars dans une circulaire destinée aux puissances et au *Bundestag*, il écrit: »Dans cette situation, la *conclusion* de la convention a été pour notre but d'un intérêt essentiel pour son influence sur les décisions du tsar Alexandre.«⁴³

Mais, sur place, dès avant le début du soulèvement, la détermination russe à poursuivre sa politique, tout en éliminant ceux qui réclament l'indépendance en embrassant la révolution, ne fait aucun doute. Une lettre de Gortchakov du 21 janvier à la princesse Olga de Wurtemberg en témoigne:

Sa Majesté l'Impératrice a désiré que j'y joigne les informations sur la Pologne. [...] Il y a des hauts et des bas. Le recrutement s'est opéré à Varsovie sans le moindre désordre. C'est important comme effet moral et comme réponse aux bravades du Comité central. Toutefois, tant qu'on n'aura pas mis la main sur les principaux agitateurs formant ce comité et qui continueront à gouverner par la terreur plus que le Gouvernement ne rallie par l'équité, rien de tel n'aura été fait. Sous ce rapport, il me semble que la police politique laisse à désirer⁴⁴.

Une fois les troubles déclenchés, l'atmosphère qui est palpable à la lecture des actes tranche singulièrement avec la panique qui est censée avoir saisi les autorités. Il ne s'agit pas d'en conclure que la Russie ignore ou feint d'ignorer l'ampleur de la révolte. Gortchakov parle à Oubril le 31 janvier de *bandes assez nombreuses d'insurgés* et conclut ainsi sa missive:

Adieu, mon cher Oubril, je n'ai pas besoin de vous dire que les temps sont difficiles. Cela saute aux yeux. Mais je veux seulement ajouter que vous ne pouvez pas douter de l'énergie que déploie et déploiera le pouvoir central pourvu que l'exécution sur les lieux y réponde⁴⁵.

Ainsi contrairement à ce que Bismarck semble enclin à croire, les Russes semblent bien déterminés à se rendre maîtres de la situation. Cette dépêche de Tengoborski, directeur de la chancellerie du grand-duc, doit mettre un point final à cette polémique:

wäre, der nicht sehr wahrscheinlich Sieg der rothen Insurrection [...], oder die Errichtung eines autonomen Polen unter russischem und französischem Schutze nach den Plänen Wielopolski's, Gortschakoff's und Constantin's.«, SYBEL, Die Begründung (voir n. 4), vol. 2, p. 488–489.

42 Il est en poste à Saint-Petersbourg de 1859 à 1862.

43 »In dieser Beziehung ist der *Abschluß* der Konvention nach seiner Einwirkung auf die Entschlieûungen des Kaisers Alexander für unsere Zwecke von wesentlichem Nutzen gewesen.«, BRANDENBURG (dir.), Die auswärtige Politik Preußens (voir n. 29), vol. III, n° 313.

44 Gortchakov à Olga de Wurtemberg, (9) 21/01/63 d'après FRIESE, Rußland und Preußen (voir n. 18), p. 355–356.

45 Gortchakov à Oubril, (19) 31/01/63, GARF, fds 828, unité 1426 (Lettres de Gortchakov (10) 22/11/1862–(7) 19/02/1863), p. 263.

Je n'ajoute que quelques lignes [...] pour vous dire que les dispositions sont prises pour loger tous les messieurs qui nous arrivent de Berlin et que nous attendons demain. Tout en reconnaissant la courtoisie de la mission de ces messieurs, nous ne pouvons pas nous rendre un compte exact de ce qui l'a motivée. Il n'y a pas de periculo in mora, et nous n'en sommes pas à avoir besoin de la coopération de troupes étrangères. Pour le moment, tout ce qu'il importe, c'est que la Prusse garde ses frontières autant qu'elle peut, afin que les insurgés ne puissent trouver un refuge chez elle. Il me semble donc que la mission de trois militaires est trop donner d'importance à une affaire sur laquelle on pouvait s'entendre avec un seul parfaitement bien. Si je suis bien renseigné, c'est M. de Tettau qui a eu la malheureuse idée d'aller à Berlin, qui aurait inquiété le gouvernement prussien et fait le diable beaucoup plus noir qu'il ne l'est en effet⁴⁶.

2. Gortchakov et »l'arrangement Alvensleben«⁴⁷

En accord avec Guillaume, Bismarck obtient dès le 1^{er} février d'envoyer d'abord son émissaire, porteur d'une lettre royale, à Pétersbourg. Son objectif est limpide : contourner »l'obstacle Gortchakov« par des entretiens directs avec Alexandre⁴⁸. Côté russe, cette mission n'a rien de très exceptionnel. Depuis 1816, un plénipotentiaire militaire prussien réside en permanence à la cour et a, en dehors de tout protocole ordinaire, droit d'audience auprès du tsar. Il s'agit du Baron von Loën. Le congé de ce dernier peut expliquer l'envoi d'un autre homme. Alvensleben atteint donc la capitale russe le 5 au soir; le 6, il est reçu en audience par le tsar, en présence de Gortchakov et du ministre de la Guerre, Dimitri Milioutine. On y rédige le brouillon⁴⁹ d'un accord bilatéral, contresigné par les deux parties le 8⁵⁰. La paternité bismarckienne de toute l'affaire ne fait pas le moindre doute. S'agit-il alors d'un désaveu de Gortchakov?

Sa position n'a fait l'objet jusqu'ici que de spéculations plus ou moins fondées. Il est vrai que les éditeurs allemands de l'»Auswärtige Politik Preußens« ont fait un choix très significatif dans les archives russes, alimentant largement la thèse de l'amitié prusso-russe dans les mobiles bismarckiens. Ainsi ils ne se privent pas de publier cette dépêche, très diplomatique, adressée par le vice-chancelier russe au ministre prussien:

46 Dépêche de Tengoborski, directeur de la chancellerie diplomatique du lieutenant-gouverneur impérial pour le Royaume de Pologne (extrait), 4/02/63 d'après Karl LUTOSTANSKI, Recueil des actes diplomatiques. Traités et documents concernant la Pologne, vol. 1, Lausanne ¹1918, p. 598, n° 320.

47 Voir note 58.

48 Il n'en fait nullement mystère dans ses instructions à l'ambassadeur sur la Néva. Cf. Bismarck à Redern, 1/02/63, BRANDENBURG (dir.), Die auswärtige Politik Preußens (voir n. 29), vol. III, n° 156.

49 Télégraphié par Alvensleben le 6, il reçoit l'accord du roi, après quelques modifications stylistiques, le 7. Et dès le lendemain, Bismarck s'empresse de signifier à l'émissaire prussien qu'il peut le ratifier.

50 La genèse de l'acte est décrite en détail in BURGAUD, Le rôle de la politique russe (voir n. 1), vol. 1, p. 79–84. L'original du document, trouvé dans les archives de l'AVPRI (fonds n° 133 (*kanceljarija* (chancellerie), 1863, *delo* (acte) 127 (Prusse: Alvensleben) est publié *ibid.*, vol. 2, annexe n° 16, p. 863.

Nous venons de poser un jalon très sérieux sur le terrain de l'entente. C'est un point de départ appelé à recevoir, dans toutes les directions, un large développement. Ma bonne volonté ne fera pas défaut. Vous connaissez mes convictions sur cet article; elles ne peuvent qu'être raffermies par l'aspect général de la situation politique actuelle. Dans cette œuvre qui se rattache au même degré aux intérêts de nos deux pays, je me félicite d'aller à l'encontre [sic] d'une main dont je connais l'étreinte énergique et loyale⁵¹.

Et des auteurs aussi avisés que Werner Mosse⁵² d'écrire que Gortchakov finit par saluer la convention comme une nouvelle expression de la solidarité prusso-russe, citant à l'appui une dépêche de ce dernier à Oubril du 8 février, là-encore reprise par la collection allemande⁵³.

Mais les archives russes ne laissent aucun doute quant à l'opposition de Gortchakov qui a prévenu le tsar des conséquences néfastes éventuelles d'un tel accord⁵⁴. Le 15 février, il écrit, sans ambiguïté, à l'ambassadeur à Londres: *Cet arrangement est la conséquence d'une initiative empressée de la cour de Berlin et un témoignage de l'amitié personnelle du roi Guillaume⁵⁵.*

Faut-il alors verser dans l'opinion qui fait l'unanimité chez les historiens allemands: Gortchakov serait la victime de l'inclination sentimentale pro-prussienne de son maître? Notre étude d'une décennie de diplomatie russe a permis de réviser ce portrait caricatural du tsar en même temps qu'elle a décrit la place de Gortchakov dans l'économie du pouvoir tsariste, celle d'un ministre parmi d'autres, ne jouissant nullement sur son monarque de l'impérieux ascendant d'un Bismarck sur le sien, y compris dans la définition des orientations de la politique extérieure. La décision d'accéder aux instances de l'envoyé prussien⁵⁶ est prise par Alexandre⁵⁷ contre l'avis de son ministre qui s'y résigne. Mais il n'y a pas matière à dramatiser leur opposition. L'étude des documents russes, abstraction faite du miroir grossissant du point de vue prusso-centré, d'une part, des suites diplomatiques de la convention d'autre part, montre que ce qui se révélera comme un coup d'éclat, côté prussien, ne revêt pas la même importance sur la Néva. On reconnaît essentiellement, dans la mission d'Alvensleben, la logique des conventions de cartel et on lui donne une nouvelle forme écrite pour ne pas blesser le »bon sentiment« prussien.

51 Gortchakov à Bismarck, 8/02/63, GARF, fds 828, unité 1426, p. 280 et BRANDENBURG (dir.), *Die auswärtige Politik Preußens* (voir n. 29), vol. III, n° 169.

52 MOSSE, *The European Powers* (voir n. 11), p. 111.

53 »*La mission Alvensleben a été une bonne idée et qui, je l'espère, sera féconde en résultats pratiques*«, Gortchakov à Oubril, 8/02/63, GARF, unité 1426, p. 285 et BRANDENBURG (dir.), *Die auswärtige Politik Preußens* (voir n. 29), vol. III, n° 169, note 3.

54 Cf. aussi KOBERDOWA, *Wielki Książę*, (voir n. 20), p. 148-9.

55 Gortchakov à Brunnov, (3) 15/02/63, GARF, fds 828, unité 1426, p. 308.

56 Selon l'adjoind de Gortchakov, le baron Jomini, Alvensleben martelait: »Der König will etwas schriftliches haben« (Le roi veut avoir quelque chose d'écrit), Jomini à Oubril, 5/03/63, BRANDENBURG (dir.), *Die auswärtige Politik Preußens* (voir n. 29), vol. III, n° 307.

57 Même s'il est, lui-aussi, *a priori* plutôt réticent face à l'offre prussienne car habité par la crainte d'une réédition de la coalition de Crimée.

»L'arrangement«⁵⁸, tel que s'évertue à l'appeler Gortchakov, doit être remis dans son contexte; il s'agit d'une manifestation de la solidarité qui lie les puissances qui président aux destinées polonaises. Aussi faut-il essayer d'y inclure l'Autriche, d'autant que la retenue dont Vienne semble faire preuve depuis le début des événements finit par rendre soupçonneuses les autorités, notamment à Varsovie⁵⁹.

Le ministre russe fait connaître la mission prussienne aux autorités viennoises le 7 février au plus tard⁶⁰ mais il échoue à obtenir du Ballhausplatz une initiative similaire⁶¹. Dès le 9, il communique également le contenu de la convention à l'ambassadeur français pour le convaincre de son caractère inoffensif. Ce dernier en convient volontiers et s'empresse d'essayer de faire avorter tout acte d'hostilité de son cabinet.

En transformant la démarche unilatérale prussienne en action collective, Gortchakov entendait la confiner explicitement dans les limites que lui assignaient implicitement les dirigeants tsaristes. Son échec signe-t-il pour autant celui de la politique qu'il poursuit depuis 1856? Seule l'analyse des conséquences diplomatiques du coup bismarckien peut le déterminer. Mais encore faut-il ne pas présupposer que c'est une forme de francophilie malade qui anime le dirigeant russe. Son objectif ultime est de revenir sur la paix de Paris⁶²; sa crainte en 1863 est de voir réactivée la coalition de la guerre de Crimée. Et la Prusse fait encore légitimement figure de »Juniorpartner«⁶³, puissance de trop peu de poids sur l'échiquier diplomatique. D'ailleurs, les premières réactions européennes au coup bismarckien et les voies tortueuses qu'emprunte alors la diplomatie prussienne, semblent bien donner raison au vice-chancelier russe.

58 Gortchakov à Constantin, (10) 22/02/63, GARF, fonds 828, unité 1427 (Lettres de Gortchakov (9) 21/02/1863–(21/04) 3/05/1863), p. 1.

59 *M. de Thun* [ambassadeur autrichien] *a télégraphié aussitôt à Vienne les reproches que nous avons à adresser aux autorités autrichiennes à Cracovie [...]. Je sais qu'il a proposé au Comte Rechberg [ministre des Affaires étrangères] une mission analogue à celle dont le général Alvensleben a été chargé à Saint-Petersbourg*», Gortchakov au grand-duc Constantin (27/01) 8/02/63, GARF, fds 828, unité 1426, p. 278.

60 Il ajoutera avoir »fait part confidentiellement« de l'esprit de l'arrangement convenu avec Alvensleben. Cf. Gortchakov à Balabine (ambassadeur à Vienne), (3) 15/02/63, *ibid.*, p. 312.

61 »Hier soir le Comte Thun a reçu un télégramme responsif où il n'est pas question de l'envoi d'un militaire autrichien«, Gortchakov au grand-duc Constantin (27/01) 8/02/63, *ibid.*, p. 278.

62 En 1860, il a confié: »La politique de la Russie doit demeurer en apparence »énigmatique« et le restera tant que l'Europe ne reprendra pas la lettre infamante que le traité de Paris nous a infligée en déniait à une puissance comme la Russie la liberté de mouvement sur ses côtes et dans ses eaux. Tant que durera cet état outrageant, il poussera la politique russe, dans toutes les occasions possibles, et de manière imprévisible, hors de ses voies naturelles.« (»Rußlands Politik muß vor der Hand »enigmatisch« bleiben, und wird es so lange bleiben, als Europa den Schandbrief nicht zurück nimmt, den uns der Pariser Frieden angeheftet hat, indem er einer Macht wie Rußland die freie Bewegung auf ihren eigenen Küsten und Gewässern untersagt. Solange dieser ehrenrührige Zustand dauert, wird derselbe die russische Politik bei allen möglichen Gelegenheiten in unberechenbarer Weise aus ihre natürlichen Geleisen drängen«), Bismarck à Schleinitz (ministre des Affaires étrangères), 31/08/1860, Herman v. PETERSDORFF, Friedrich THIMME, Werner FRAUENDIENST (dir.) et al., Bismarck. Die gesammelten Werke, vol. 3, Berlin 1925, n° 88, p. 100–101.

63 Barbara JELAVICH, *Rußland und die Einigung Deutschlands unter preußischer Führung* dans: *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 19 (1968), p. 527.

3. »La politique de Frédéric Le Grand est un honorable anachronisme«⁶⁴

Si le mobile polonais est indéniablement à l'origine de l'action du ministre, il est insuffisant pour expliquer la façon dont il révèle le texte aux dirigeants britanniques et français les 10 et 11 février. Comme l'ont établi nos recherches⁶⁵, il fait surtout un coup diplomatique, qui dépasse le cadre prusso-russe, et qui vise, par sa brutalité, à faire bouger les lignes européennes, à faire entrer son pays dans un jeu où il ne pouvait s'inviter que »cum grano salis«, suivant son expression. Naturellement, ce coup a des conséquences non calculées et non maîtrisées. Certes Napoléon sort finalement, comme escompté, de sa réserve et tente d'organiser à la mi-février une offensive diplomatique. Mais elle est dirigée non contre Pétersbourg mais contre Berlin. Et ce n'est pas la *maestria* bismarckienne mais le refus de Saint-James de s'y associer le 25 qui la désamorce.

Pendant ce temps, face à la Russie, la partie est bien difficile à négocier. Le ministre entend d'abord empêcher Gortchakov de restreindre l'application de la convention⁶⁶ puis, sous la menace française, doit renoncer à une intervention militaire d'envergure en Pologne⁶⁷. Et bien entendu, il faut qu'aux yeux de la Prusse, de l'Allemagne, de l'Europe, on ait le sentiment que c'est la Russie qui renonce à l'aide de sa voisine. Alors que les deux cours se mettent d'accord *sur le sens et la portée de cet arrangement*⁶⁸ et reconnaissent *«qu'il ne s'est jamais agi d'intervention»*⁶⁹, Bismarck veut faire endosser la responsabilité première et unique du retrait à Gortchakov.

Ensuite, avec l'échec français, c'est la nécessité de la suppression qui s'éloigne. Il faudrait obtenir que le partenaire russe convienne que *«la convention est jusqu'ici inachevée car il manque les instructions d'exécution»*⁷⁰, que *les négociations entre les deux cours ont éprouvé un temps d'arrêt*⁷¹.

64 Voir note 80.

65 BURGAUD, Le rôle de la politique russe (voir n. 1), vol. 1, p. 97–99.

66 *«Tout me porte à croire qu'on en veut venir ici à une intervention complète et sérieuse. Est-elle dans vos vœux?»* écrit Oubril à Gortchakov le 12 février. Cf. BRANDENBURG (dir.), Die auswärtige Politik Preußens (voir n. 29), vol. III, n° 180 note 1. La réponse de la Néva est sans appel: *«Je n'admets pas d'autre intervention que celle qui a été stipulée par écrit»*, note Alexandre en marge, ibid. Le lendemain, Gortchakov insiste: *«Donner à l'intervention de plus larges proportions ne répondrait ni aux nécessités du moment ni à la puissance relative des deux cours vis-à-vis l'insurrection. Cet élargissement serait contraire aux intentions de l'Empereur»*, ibid.

67 *«Telles que les choses semblent évoluer en Pologne, nous ne serons pas appelés là-bas à une coopération active et nous avons donc obtenu avec la convention l'avantage de nous être assurés pour l'avenir la gratitude du tsar Alexandre et la sympathie russe.»* (*«Wie die Sachen in Polen sich zu gestalten scheinen, werden wir dort zu einer thätigen Mitwirkung kaum berufen werden, und haben dann durch die Convention den Vortheil, uns für die Zukunft die Dankbarkeit des Kaisers Alexander und die russische Sympathie wohlfeil gesichert zu haben»*) confie-t-il au roi Guillaume le 20 février. Cf. Horst KOHL (éd.), Anhang zu Erinnerungen und Gedanken, vol. 1, Stuttgart 1901, p. 52, n° 43.

68 Gortchakov à Constantin, (10)22/02/63, GARF, fds 828, unité 1427, p. 1.

69 Oubril à Gortchakov, 21/02/63, BRANDENBURG (dir.), Die auswärtige Politik Preußens (voir n. 29), vol. III, n° 216.

70 Bismarck à Loën, 28/02/63, ibid, n° 269.

71 Oubril à Gortchakov, 1/03/63, ibid, n° 285.

Ces manœuvres, ces volte-face successives, le pouvoir russe n'entend pas en être la dupe. La polémique, avec force mises au point réciproques⁷², fait rage pendant trois semaines jusqu'à ce que la convention disparaisse définitivement de la correspondance bilatérale le 13 mars. À cette date, la Russie, à son tour sous le feu de l'interventionnisme européen, y trouve évidemment son intérêt.

Aux yeux des cercles diplomatiques, la version prussienne de l'affaire triomphe. Le représentant de Bade à Berlin, parmi d'autres, suppose l'enchaînement suivant: le baron Budberg, ambassadeur à Paris, a été le premier à insister pour une suspension de la convention; là-dessus Gortchakov aurait dit que «l'enfant était mort-né». »Et Bismarck n'aurait vraiment aucune raison d'essayer de la faire revivre«⁷³. L'historiographie allemande s'est le plus souvent empressée de lui emboîter le pas⁷⁴; cela lui permettait d'éluder les menaces qui pèsent sur la Prusse en février, le fiasco premier de l'action bismarckienne.

Mais quel avantage Bismarck tire-t-il de cette victoire de façade? Rempotée sur la puissance dont il est censé rechercher l'amitié depuis la convention du 8 février, contribue-t-elle à «l'avantage de nous être assurés pour l'avenir la gratitude du tsar Alexandre et la sympathie russe»⁷⁵, comme il le revendiquait dans sa lettre à Guillaume? On peut fortement en douter, sauf à accepter l'un des deux présupposés suivants.

Le tsar serait convaincu qu'il s'agit là d'un malentendu voire d'une cabale orchestrée par Gortchakov dans son dos, avec ou non la complicité d'Oubril. Les archives russes prouvent amplement qu'il n'en est rien. Il laisse, au contraire, éclater sa mauvaise humeur dans une lettre à son frère, affirmant que la Prusse qui a, d'elle-même, proposé son aide militaire renonce maintenant à l'appliquer à cause de la pression occidentale!⁷⁶ On peut aussi imaginer que Gortchakov se laisse prendre au jeu bismarckien et à la théorie du malentendu. Mais à deux reprises, dans sa correspondance avec Constantin, il prouve qu'il a parfaitement percé à jour le ministre prussien:

De prime abord, il a donné fort gratuitement de trop larges proportions à l'arrangement convenu et a monté sur des diapasons beaucoup trop haut son langage et ses publications dans les journaux. Puis lorsque ont surgi les complications qu'il n'avait pas prévues, il a aussitôt baissé de ton et cherché une issue. Celle qu'il a trouvée ne convient nullement à l'Empereur, c'est-à-dire l'affirmation que nous aurions demandé la suspension de l'arrangement. La vérité est du côté opposé. La Prusse se retraite et puisqu'il en est ainsi, l'Empereur consent⁷⁷.

Il est loin le triomphe du génie bismarckien. Une interrogation taraude alors légitimement: pourquoi Bismarck donne-t-il de telles proportions à cette polémique avec

72 Jomini à Oubril, 5/03/63, *ibid.*, n° 307 et circulaire de Bismarck aux missions prussiennes, 7/03/63, *ibid.*, n° 312.

73 Marschall à Roggenbach (ministre des Affaires étrangères badois), 4/03/63 d'après RAUTENBERG, *Der polnische Aufstand von 1863* (voir n. 19), p. 210, note 618.

74 FRIESE, *Rußland und Preußen* (voir n. 18), p. 304–306.

75 Voir note 67.

76 Alexandre II à Constantin, 11–13 (23–25)/02/63, *Powstanie styczniowe*, vol. 9–3 (voir n. 21), doc n° 138, p. 84–88.

77 Gortchakov à Constantin, (14) 26/02/63, GARF, fds 828, unité 1427, p. 20–21.

la Russie? Croit-il, à l'image de l'historiographie occidentale jusqu'à nos jours, que le pouvoir tsariste est trop sentimental ou trop divisé pour lui en tenir rigueur? Il faudrait en ce cas conclure qu'est un bien piètre observateur celui qui fréquenta durant deux ans les salons de Pétersbourg.

Pense-t-il parvenir, par une pirouette de son cru, à effacer la tension qu'il a lui-même contribué à créer entre les deux pays? Ne commettons pas d'anachronisme: à la fin du mois de février 1863, Bismarck débute sa carrière en politique extérieure. Il n'est pas encore l'homme des renversements de situation. Et si les relations avec la Russie n'étaient pas une priorité de sa politique, contrairement à ce qu'on a toujours avancé? Alors la convention ne serait effectivement qu'un coup d'éclat, s'en retirer, une nécessité, quand le danger devient trop menaçant et sauver la face en Europe plus important que ménager la confiance russe ...

Quoi qu'il en soit, le redéploiement de l'offensive européenne en direction de Pétersbourg masque rapidement les piètres résultats de la première action diplomatique du ministre prussien. Gortchakov s'oblige à écrire le 5 mars:

*L'essentiel n'est pas dans quelques lignes écrites et signées, mais dans la pensée, qui les a inspirées. Cette pensée est invariable; elle continuera à subsister, quand même une feuille de papier ne l'aurait pas consacrée; car elle repose sur les sentiments personnels des deux Souverains et sur l'appréciation des intérêts réciproques*⁷⁸.

Entendons-nous bien sur les mots. Le ministre russe a compris que le vent tourne et que son pays sera bientôt une cible. Cela entre pour beaucoup dans l'indulgence qu'on est susceptible d'accorder à la puissance benjamine. Il est hors de question de faire sentir à la Prusse un ressentiment appuyé. Cela n'entre pas dans les intérêts de la Russie:

*«Il faut soigneusement éviter qu'un germe d'aigreur ou de mortification ne puisse surgir de notre chef dans l'esprit du Roi, d'autant plus qu'une disposition semblable nous paraît déjà exister». «Vouez tous vos soins à entretenir à Berlin la conviction de notre entente intime. Des malentendus qui d'ailleurs s'expliquent sont des points secondaires qui ne doivent en aucun cas troubler notre entente»*⁷⁹, martèle-t-il à l'attention d'Oubril.

En outre, la méfiance de la Néva s'exerce non contre l'État prussien, ou son roi, mais contre Bismarck et son impulsivité. À son ambassadeur, le vice-chancelier russe adresse une autre missive le 6 mars, non publiée, elle, dans l'»Auswärtige Politik Preußens«. Il y écrit:

78 Gortchakov à Oubril, 5/03/63, BRANDENBURG (dir.), Die auswärtige Politik Preußens (voir n. 29), vol. III, n° 306.

79 Gortchakov à Oubril, (18/02) 2/03/63, GARF, fds 828, unité 1427, p. 72 et Gortchakov à Oubril, (20/02) 4/03/63, ibid., p. 82.

J'ai toujours pensé que notre Bismarck dépasserait la mesure de ses forces. La politique de Frédéric Le Grand est un honorable anachronisme dans la tête de notre ami. J'ai vu le cheval de bataille que montre ce grand capitaine. C'est un monument de bronze, mais le cheval ne marche pas. Je ne m'étonnerais donc nullement de voir notre excellent ami s'en aller à pied⁸⁰.

Il ne s'en cache d'ailleurs pas à qui veut l'entendre à Pétersbourg. L'envoyé saxon confirme:

La politique et la conduite de cet ainsi nommé homme d'État ne trouve pas beaucoup d'approbation ici; si M. de Bismarck a des capacités et talents incontestables et beaucoup d'esprit, le tact en général et celui d'un homme d'État lui manque assurément complètement⁸¹.

Tel est le jugement porté sur Bismarck à l'issue de l'affaire de la convention Alvensleben. Elle n'a pas pour l'heure réellement contribué à prouver aux autorités tsaristes la *Bündniswert* (valeur en tant qu'alliée) de la voisine prussienne.

4. »Une révision complète de la politique extérieure«⁸² russe?

Le feu diplomatique auquel est soumise la Russie au printemps-été 1863 l'engage-t-elle à réviser son jugement? L'analyse des réactions russes conforte-t-elle alors la thèse du retournement de situation, de la »refondation réussie des relations prusso-russes« pour citer Hillgruber?

La première question sous-jacente est finalement celle de la réorientation de la politique tsariste. Sur ce point, les archives russes apportent un démenti catégorique aux tenants d'une rupture franco-russe brutale et définitive. D'abord, des réponses de Pétersbourg aux trois notes diplomatiques expédiées, en ordre dispersé, par Paris, Londres et Vienne les 10 et 12 avril pour condamner son action en Pologne, c'est celle adressée le 27 à la France qui est la plus conciliante. Certes Gortchakov doit s'expliquer sur la politique de rapprochement franco-russe poursuivie depuis 1856. C'est l'objet d'un très long document⁸³. Il s'ouvre ainsi:

L'attitude du gouvernement français dans les affaires de Pologne, ébranlant la base même de notre système politique, a fait surgir des doutes et des critiques sur la marche suivie depuis 7 ans par le Cabinet Impérial. On affirme que par son origine et son essence Napoléon III était voué à une politique d'aventures, que

80 Gortchakov à Oubril, (22/02) 6/03/63, *ibid.*, p. 99.

81 Perglas au roi Maximilien II, 7/03/63 cité d'après RAUTENBERG, *Der polnische Aufstand von 1863* (voir n. 19), p. 226, note 709.

82 L'expression d'Irena Koberdowa, »eine Gesamtrevision [der] Außenpolitik«, est reprise par RAUTENBERG, *ibid.*, p. 322–323.

83 »Memorandum du prince Gortchakov sur l'affaire de Pologne«, (3)15 mai 1863, GARF, fds 828, unité 1428 (Lettres de Gortchakov (22/04) 4/05/1863–(27/07) 8/08/1863), p. 65–88. Il est publié *in extenso in* BURGAUD, *Le rôle de la politique russe* (voir n. 1), vol. 2, n° 65, p. 951–958.

*pour s'allier à lui il fallait être préparé à courir les mêmes chances, et qu'en nous imaginant que nous pourrions l'attacher à notre politique de conservation, nous nous sommes exposés à de pénibles déceptions*⁸⁴,

pour se poursuivre par cette défense: *Ceux qui nous critiquent oublient [...] que ce système politique a écarté de nous pendant 7 ans précisément les mêmes périls qu'ils l'accusent d'avoir amenés aujourd'hui*⁸⁵. Et, en concluant qu'il serait téméraire de porter des jugements absolus sur des intérêts aussi mobiles que ceux qui se débattent sur le terrain de la politique moderne. [...] *L'homme d'État doit s'élever au-dessus des entraînements du jour et discerner les grands principes supérieurs qui dominent les choses de toute la hauteur qui sépare les causes des effets*⁸⁶, le ministre ne définit aucune réorientation diplomatique et n'évoque à aucun moment ni l'alliance prussienne comme alternative, ni même la convention Alvensleben ...

Enfin, preuve que les fils ne sont pas coupés entre les deux capitales, alors même qu'en mai-juin se prépare entre Paris, Londres et Vienne la deuxième campagne de notes⁸⁷, un événement éclaire d'un jour nouveau l'ambiguïté des relations franco-russes.

Fin mai, un émissaire secret de Napoléon, le général Fleury⁸⁸, approche le jeune ambassadeur russe à Bruxelles, Nikolaj Orlov⁸⁹ pour trouver de concert une solution au problème polonais. Gortchakov refuse une démarche officielle de son ambassadeur à Paris mais accepte qu'Orlov s'y rende pour soumettre l'idée *d'une correspondance de Souverain à Souverain qui pourrait lui [Napoléon] faciliter une issue de la fausse position où il s'est placé*⁹⁰. Le plus grand secret⁹¹ entoure la rencontre des Tuileries début juin. L'empereur y avance l'idée d'une autonomie de la Pologne avec Constantin comme vice-roi héréditaire; Orlov réplique que la charge ne saurait être héréditaire mais uniquement d'une durée de dix ans, par exemple, ce que pourrait peut-être approuver le tsar. Mais les Tuileries ne donnent pas suite. À la mi-juillet, Gortchakov analyse cette étrange mission avec lucidité:

L'Empereur Napoléon n'a pas écrit à notre A. M. et son Cabinet n'a pas discontinué ses efforts pour nous susciter partout des obstacles et, – si cela avait dépendu de lui – des adversaires. Nous continuerons non seulement à ne pas

84 Ibid., p. 951.

85 Ibid., p. 955.

86 Ibid., p. 957.

87 Suivant le même procédé qu'en avril, elles sont envoyées sur la Néva les 17 et 18 juin.

88 Le général Emile Felix comte Fleury (1815–1884) est l'aide-de-camp de Napoléon III, chargé de plusieurs missions diplomatiques avant d'être ambassadeur à Saint-Petersbourg (1869–1871).

89 Il s'agit du fils d'Aleksej Orlov, favori du tsar Nicolas I^{er} qui représenta la Russie au congrès de Paris en 1856.

90 Gortchakov à Orlov, (13) 25/05/63, GARF, fds 828, unité 1428, p. 112–113.

91 Cet événement est méconnu de l'historiographie. Les contemporains russes en ignorent la portée et surtout l'attribuent à l'initiative propre d'Orlov d'où le nom qui lui est donné: »l'incident Orlov« cf. la version du pamphlétaire Evgenij Mikhailovič FEOKTISTOV, *Vospominanija. Za kulisami politiki i literaturi 1848–1896* (Souvenirs. Dans les coulisses de la politique et de la littérature 1848–1896), Leningrad 1929, p. 54.

*montrer de ressentiment ni de la rancune mais encore à faire semblant de n'y voir pas clair, de manière que ses vaisseaux ne soient pas brûlés à moins qu'il n'entre dans ses intérêts de jeter définitivement le masque*⁹².

En clair, sans être dupe du peu de cas que la France napoléonienne semble vouloir faire de ses intérêts vitaux, la Néva continuera à lui ménager la possibilité de renouer le dialogue. La rupture explicite n'est pas, côté russe, à l'ordre du jour; peut-être le jugement de 1856 n'est-il pas totalement dépassé: *Pour cela il nous fallait une alliance. Celle de la France était la seule qui s'offrit à nous dans les circonstances du moment*⁹³.

Cela nous amène au second point: l'offensive des puissances des notes est-elle l'occasion d'un soutien appuyé de la Prusse à une Russie en danger? La nouvelle histoire des relations internationales parue outre-Rhin laisse entière l'interrogation. La »psychose guerrière« (*Kriegspsychose*)⁹⁴, allumée sur la Seine, a-t-elle vraiment atteint les dirigeants russes au printemps? Est-ce un »appel au secours« (*Hilferuf*)⁹⁵ qu'ils lancent à Berlin?

Au cœur de la polémique, âprement discutée depuis Sybel, il y a la lettre envoyée par le tsar à Guillaume le 1^{er} juin. Le plus complet secret l'entoure à l'époque. Un quart de siècle plus tard, lorsque Bismarck évalue son existence dans une grande allocution au Reichstag, le 6 février 1888, il peut donc, en toute impunité, favoriser la légende selon laquelle la Russie aurait alors offert une alliance à la Prusse contre l'Autriche, pour »tirer l'épée contre les chicanes des puissances occidentales«⁹⁶. C'est évidemment la thèse reprise mot pour mot par Sybel suivi par l'historiographie inspirée⁹⁷.

La lecture du document montre qu'il n'en est rien. À côté de la clarification de la position prussienne en cas de guerre, le but principal du tsar est d'obtenir l'aide de Berlin pour la reconstitution de l'alliance des trois puissances nordiques, à l'image des années 1812–1813. Il est donc bien loin d'envisager une union contre Vienne! Il regrette la position et les hésitations de cette dernière mais cherche un moyen diplomatique d'y remédier. Il faut aussi sonder la Prusse pour le cas d'une éventuelle expédition française sur les côtes baltiques, ce qui ne peut être complètement exclu, et ainsi se tranquilliser sur le flanc occidental. L'opinion qu'il s'agit »très clairement et sans équivoque« d'une »demande d'alliance«⁹⁸ du tsar n'est plus de mise.

À nos yeux, cette lettre a pour vocation de rappeler à Guillaume la nécessaire solidarité de son pays à l'égard de sa voisine russe. Elle vise aussi à obtenir à peu de

92 Gortchakov à Orlov, (2) 14/07/63, GARF, fds 828, unité 1428, p. 301.

93 »Memorandum du prince Gortchakov sur l'affaire de Pologne«, BURGAUD, Le rôle de la politique russe (voir n. 1), vol. 2, n° 65, p. 953.

94 Winfried BAUMGART, *Europäisches Konzert und nationale Bewegung: internationale Beziehungen 1830–1878*, Paderborn¹1999, p. 367.

95 Ibid., p. 368.

96 Discours de Bismarck, 6 février 1888, Horst KOHL (éd.), *Die politischen Reden des Fürsten Bismarck*, vol. 12, Stuttgart²1970, p. 450.

97 Avec la correction apportée à Sybel par ZEHLIN, *Bismarck und die Grundlegung der deutschen Grossmacht*, Stuttgart¹1930, p. 575–576, cette assertion erronée aurait dû disparaître définitivement mais EYCK, *Bismarck* (voir n. 9), vol. 1, p. 89 relance inexplicablement la polémique.

98 C'est encore ce qu'écrit HEINZE, *Bismarck und Rußland* (voir n. 5), p. 47.

frais le soutien prussien en cas de menace militaire contre la Néva, d'où la réaction du roi⁹⁹. Mais elle se contente d'une demande implicite, de lancer un ballon d'essai. La Russie n'est pas dans une situation de menace telle qu'elle doive à tout prix se trouver des alliés militaires. On ne peut tomber d'accord avec l'assertion de Rautenberg qui avance qu'un changement fondamental dans la politique extérieure russe s'est accompli depuis début février et que Pétersbourg cherche à présent à s'assurer de l'aide prussienne pour défendre l'intégrité de son Empire¹⁰⁰; encore faudrait-il d'ailleurs prouver ce danger¹⁰¹. L'auteur n'évite pas l'écueil classique de l'historiographie sur le sujet: surestimer l'importance de la Prusse dans les calculs russes, ce qui fausse l'interprétation non seulement des événements de 1863 mais aussi de la stratégie bismarckienne.

Car relire la politique russe amène inévitablement à s'interroger sur la politique russe de Bismarck. Au roi des Belges Léopold, Guillaume répond qu'en cas de guerre franco-russe, la Prusse ne sortira pas de sa neutralité, à moins d'être directement attaquée. Quant à la convention Alvensleben, elle *ne visait en rien la conclusion d'une alliance*¹⁰².

Le *promemoria* des Affaires étrangères du 5 mai sert de base à cette lettre: »Une alliance de la Prusse avec la Russie, au regard de notre propre défense, n'est ni dans nos intentions, ni dans nos intérêts«¹⁰³. Le 28, le ministre ajoute encore: *la position que la Prusse a prise face à l'insurrection polonaise, pour sa sécurité, et notre refus de concessions qui peuvent être utiles à l'établissement d'une Pologne indépendante, ne signifient aucunement que l'on prend parti en faveur de la Russie et de sa politique*¹⁰⁴.

Comment, dans ces conditions, négocier une réponse à la lettre d'Alexandre? L'exercice est difficile puisqu'il ne faut ni froisser son orgueil ni s'attirer les récriminations de la Russie à long terme. Cela explique qu'elle se fait particulièrement attendre¹⁰⁵. Guillaume s'y retranche derrière le droit fédéral qui lui interdit de contracter une alliance offensive avec la Russie. La réponse est fondée¹⁰⁶ et particulièrement habile car elle permet d'introduire l'Autriche dans la combinaison. Il avance

99 »Fürchte, daß dies ein Allianz-Antrag sein wird« (»Crains que cela soit une proposition d'alliance«) écrit-il en marge du document. Alexandre II à Guillaume I^{er}, (20/05) 1/06/63, BRANDENBURG (dir.), Die auswärtige Politik Preußens (voir n. 29), vol. III, n° 533.

100 Voir note 82.

101 L'analyse menée dans la thèse l'a minimisé: BURGAUD, Le rôle de la politique russe (voir n. 1), vol. 1, p. 215–223.

102 BRANDENBURG (dir.), Die auswärtige Politik Preußens (voir n. 29), vol. III, n° 478: »hatte nicht im entferntesten die Absicht, zu einer Alliance zu führen«, Guillaume I^{er} à Léopold de Belgique, 5/05/63.

103 Ibid., n° 479: »Eine Allianz Preußens mit Rußland über das Bedürfnis unserer Selbstverteidigung hinaus liegt weder in unseren Absichten, noch in unseren Interessen.«

104 Ibid., n° 529: »die Haltung, welche Preußen zu seinem Schutze gegen die polnische Insurrektion annahm und unser Widerstreben gegen Konzessionen, welche die Errichtung eines unabhängigen Polens förderlich sein können, in keiner Weise der Absicht entspringt, für Rußland und seine Politik Partei zu ergreifen.«, Bismarck à Bernstorff, 28/05/63.

105 Guillaume I^{er} au tsar Alexandre II, 17/06/63, *ibid.*, n° 557.

106 L'article 11 de l'acte fédéral du 8 juin 1815 proclame accorder à tous les États le droit de contracter des alliances de toute nature mais interdit les alliances qui seraient dirigées contre la sécurité du *Bund* ou de n'importe quel État du *Bund*; il ne permet donc qu'une guerre défensive entre ses membres.

aussi la proposition d'une garantie réciproque des territoires, donc de la Vénétie à l'Autriche. C'est incontestablement un bon moyen pour provoquer un refus russe en se déchargeant de toute responsabilité. Hans-Werner Rautenberg¹⁰⁷ s'interroge sur les motivations de Bismarck et déplore qu'il n'y ait pas de réponse dans les archives. Il nous semble pourtant que les deux pièces précitées des 5 et 28 mai sont particulièrement limpides.

À Pétersbourg, cette réponse n'entraîne aucun changement de cap: Gortchakov poursuit sa politique de refus de toute concession aux Occidentaux. C'est même avec encore plus de force qu'en avril qu'il rejette, le 13 juillet, toute velléité d'immixtion dans les affaires intérieures de l'Empire. Le 7 il a plaidé sa cause devant ses collègues réunis autour du tsar et balayé leurs scrupules. Pour résister, il a un argument de poids, l'embrasement patriotique du pays avec, en tête, les articles enflammés de Mikhaïl Katkov¹⁰⁸ dans les »Moskovskie Vedomosti« (»Les Nouvelles de Moscou«) et le »Russkij Vestnik« (»Messenger russe«). En célébrant son éloge¹⁰⁹, le journaliste nationaliste donne un second souffle à la politique du ministre et fonde une coopération qui se révélera vite symbiotique, au cours des années à venir¹¹⁰.

C'est en puisant dans ce soutien populaire que les dirigeants tsaristes repoussent, malgré la tiédeur prussienne, les dernières salves diplomatiques des puissances en juillet-août. Leur intransigeance met l'Europe auto-proclamée »des traités« devant une alternative: accepter la défaite ou déclarer que les moyens pacifiques ayant échoué, il faut préparer une guerre contre la Russie. Il ne saurait en être question pour la coalition boiteuse des franco-austro-britanniques. Leur désengagement est achevé en septembre.

Le dépouillement des archives russes comme l'analyse de l'échiquier européen permet ainsi d'appréhender la juste valeur de la Prusse dans la balance politique tsariste.

Ce travail apporte également réponse aux questions liminaires, en quatre points. Sur le chapitre de la Pologne, il est impossible de soutenir que la convention est venue contrecarrer un abandon par les autorités tsaristes même si cela ne remet pas en cause la réalité de ce mobile pour Bismarck. D'autre part, la politique polonaise de la Russie connaît bien un tournant radical au printemps 1863. La stratégie du comte Berg qui assiste puis remplace Constantin fin août, marque la fin de la conciliation et inaugure une répression brutale.

107 RAUTENBERG, *Der polnische Aufstand von 1863* (voir n. 19), p. 344–45.

108 Mikhaïl Nikiforovitch Katkov (1818–1887) est un publiciste russe qui évolue progressivement vers un nationalisme dur.

109 »Pour chacun de ses mots [de la note], tous les Russes doivent accorder honneur et éloge à l'homme qui les a écrits; tout est tellement mûrement réfléchi, tellement mûrement formulé, tellement en accord avec nos grands intérêts dont l'interprète est le prince Gortchakov«, d'après FRIESE, *Rußland und Preußen* (voir n. 18), p. 329.

110 L'étude du tandem Gortchakov/Katkov, inédite jusqu'ici, est à la base de notre relecture de la diplomatie russe et d'une analyse moderne de l'économie du pouvoir tsariste. Voir notamment BURGAUD, *Relire le mythe de l'alliance prusso-russe: les années 1864/1865* dans: *Etudes Danubiennes* 21/1–2 (2005), p. 3–35.

Peut-on porter cette rupture au crédit de la diplomatie bismarckienne? Elle est surtout la conséquence de l'échec »du système Wielopolski« sanctionné par l'insurrection de janvier. Par la suite, l'immixtion des puissances a amené Pétersbourg à durcir sa position. Mais le déclenchement de l'offensive a connu une genèse complexe et il est difficile d'y voir le pur fruit du machiavélisme bismarckien¹¹¹. En revanche, en septembre 1863 son résultat est bien à la hauteur des espoirs du ministre-président et signe, pour l'heure, le coup d'arrêt de la politique entamée en 1861, sous la direction de Gortchakov, Constantin et Wielopolski.

Néanmoins, seuls ces deux derniers font les frais de cet échec. Le premier, dont la convention n'a pas entraîné la disgrâce politique, a su manœuvrer habilement et sort même renforcé. Or n'était-il pas l'homme à abattre, lui, le représentant de »l'influence panslaviste polonisante«¹¹²? Lui, dont Bismarck écrit que »des institutions parlementaires [lui] auraient offert un champ pour faire montre de son éloquence devant l'Europe entière et que son besoin de popularité rendait incapable de résistance aux courants libéraux dans la »société« russe«¹¹³, n'a-t-il pas acquis, dans cette crise, une tribune dans l'opinion, un capital de sympathie auprès des nationalistes? Si défaite ou affaiblissement il y a en 1863, ce n'est certes ni celui du pouvoir tsariste¹¹⁴, ni celle du vice-chancelier russe ...

Quant au prétendu renversement des alliances russes au détriment de Paris et au profit de Berlin¹¹⁵, la connaissance des sources incline à la prudence. Gortchakov écrit à Budberg le 28 août:

*Toutes les fois qu'il se présentera [sic] des questions où l'accord entre nous et le gouvernement français serait possible, nous y apporterions des facilités qui témoigneraient de notre désir de conserver de bonnes relations*¹¹⁶.

Le sévère jugement porté le 6 mars sur la politique bismarckienne¹¹⁷ est, lui, en partie conforté par un énième pseudo-malentendu dans la correspondance diplomatique bilatérale en septembre¹¹⁸ si bien que l'ambassadeur sur la Spree en juge ainsi:

111 BURGAUD, Le rôle de la politique russe (voir n. 1), vol. 1, p. 193–215.

112 BISMARCK, Pensées et Souvenirs (voir n. 2), p. 393.

113 Ibid., p. 384.

114 »Les voyages du tsar ressemblent à présent à de véritables triomphes, aussi bien en Finlande que sur la Volga, [...] et on y répète toujours la même chose: puisse le tsar, si Dieu le veut, ne pas céder.« (»Die Reisen des Kaisers gleichen jetzt wahren Triumphzügen, sowohl in Finnland als auch an der Wolga, [...] und immer wiederholte sich dabei: Der Kaiser möge nur ja um Gottes Willen nicht nachgeben«) note la Correspondance de Saint-Pétersbourg du 7/09/63, dans: *Kölnische Zeitung* n° 264, 23/09/63.

115 Cette erreur d'appréciation entache encore l'analyse classique de 1866. Voir BURGAUD, La politique de Gortchakov face à la Prusse à l'été 1866 à la lumière des archives russes, dans: *Revue d'histoire diplomatique* 2 (2005), p. 135–149.

116 Gortchakov à Budberg, (16) 28/08/63, GARF, fds 828, unité 1429, p. 45.

117 Voir note 80.

118 BURGAUD, Le rôle de la politique russe (voir n. 1), vol. 1, p. 279–282.

La vérité est que le chef du cabinet prussien dans les difficultés qui l'entourent et auxquelles il s'est en partie gratuitement acculé, tombe parfois dans des contradictions qui nuisent à la précision de ses vues et à la conséquence de ses idées¹¹⁹.

Faut-il alors conclure que la diplomatie bismarckienne n'a pas su surmonter l'échec multiforme venu sanctionner la signature de la convention en février? Sortie du cadre strict des relations prusso-russes dans lequel l'intéressé et ses thuriféraires ont voulu *a posteriori* l'enfermer, il nous semble au contraire que l'activité de l'année 1863 prend un tout autre sens.

La tragi-comédie nouée autour de cette même convention, des responsabilités de sa signature, de son exécution, de sa suppression, la position adoptée au printemps, ensuite, sont autant de preuves que l'amitié russe n'est pas l'objet unique, ni même principal d'ailleurs, de la politique bismarckienne. Elles renforcent notre conviction qu'il s'est agi de faire un premier coup diplomatique à triple détente: s'inviter dans le jeu européen, en bouleverser la donne, intéresser de possibles alliés. Le pari est risqué mais toutes méfiantes qu'elles demeurent à son égard, les grandes puissances européennes commencent peut-être à penser à l'automne 1863 que la Prusse est précisément trop dangereuse pour prendre le risque qu'elle ne s'allie avec une autre que soi.

Lisons l'ambassadeur russe Oubril et le ministre français Drouyn de Lhuys:

Celui des hommes politiques de la Prusse qui nous est le plus dévoué, est constamment dans les extrêmes et dans les combinaisons les plus aventureuses et les plus hasardées. Une politique saine semble exclue de son dictionnaire. Il cherche constamment les difficultés et ses plans n'admettent aucune mesure. [...] Bismarck, dirigé et enrayé par nous me semble préférable; mais encore faut-il alors ne point l'abandonner sur le terrain allemand¹²⁰.

Il a ajouté que

la situation était devenue plus claire [...]; la France [...] a pu constater quelles sont les Puissances avec lesquelles elle a des vues identiques¹²¹. »Si vous avez maintenant«, m'a-t-il dit, »quelque chose à nous dire à l'oreille, nous écouterons attentivement. Si nous désirons, de l'autre côté, nous entendre avec vous sur une question, nous n'hésiterons pas à vous le dire¹²².

Faute de connaître et d'analyser les arcanes de la politique tsariste, les historiens de la diplomatie bismarckienne manquent sans doute le principal ressort de son succès théorique à l'issue de l'année 1863, au terme de laquelle il n'y a point encore de succès pratique.

119 Oubril à Gortchakov, (11) 23/09/63, BRANDENBURG (dir.), Die auswärtige Politik Preußens (voir n. 29), vol. III, n° 712.

120 Oubril à Gortchakov, (3) 15/09/63, *ibid.*, n°694.

121 Bismarck a très habilement répondu favorablement aux sondages des Tuileries sur la possible tenue d'un congrès européen.

122 Goltz à Bismarck, 29/11/63, BRANDENBURG (dir.), Die auswärtige Politik Preußens (voir n. 29), vol. IV, n°153.